

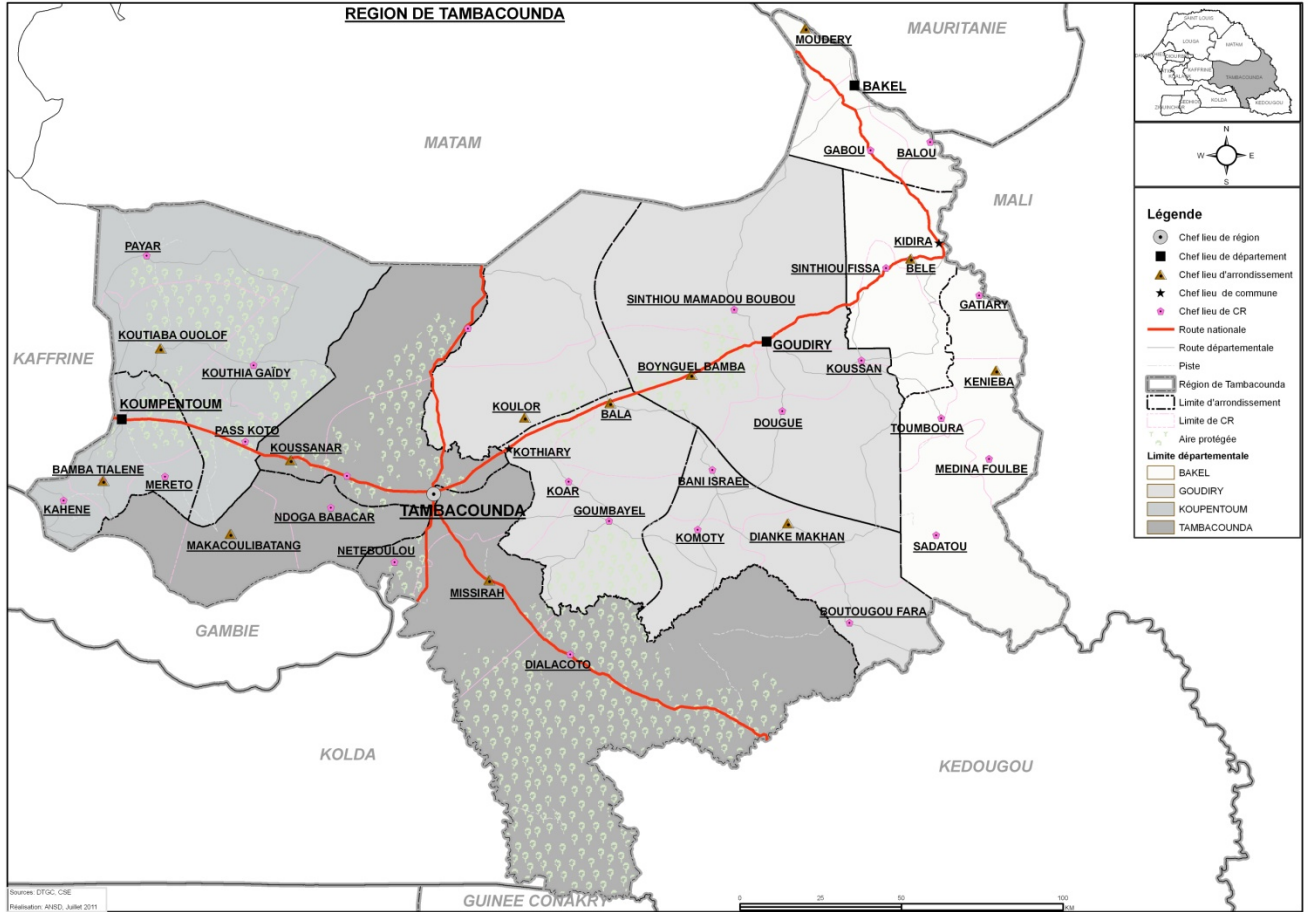
REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE  
ET DE LA DÉMOGRAPHIE

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de  
Tambacounda



# SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE REGIONALE 2012

Août 2015

## COMITE DE DIRECTION

<b>Directeur Général</b>	Aboubacar Sédikh BEYE
<b>Directeur Général Adjoint</b>	Mamadou Falou MBENGUE
<b>Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales</b>	Papa Ibrahima Silmang SENE
<b>Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale</b>	Mbaye FAYE
<b>Directeur du Management de l'Information Statistique</b>	Mamadou NIANG
<b>Conseiller à l'Action Régionale</b>	Mamadou DIENG

## COMITE DE REDACTION

<b>Chef de Service Régional</b>	Samba Gallo BA
<b>Adjoint Chef de Service Régional</b>	Awa Mady KABA
<b>Appui technique</b>	Mouhadji Amadou DAFF

## COMITE DE VALIDATION

Séckène SENE, Abdoulaye TALL, Mamadou DIENG, Mamadou BAH, Oumar DIOP, El hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA, Saliou MBENGUE, Alpha WADE, Thiayédia NDIAYE, Amadou Fall DIOUF, Adjibou Oppa BARRY, Atoumane FALL, Jean Rodrigue MALOU, Bintou Diack LY.

### **AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE**

Rocade Fann – Bel air – Cerf-volant – Dakar Senegal B.P. 116 Dakar R.P. – Senegal

Telephone (221) 33 869 21 39 – Fax (221) 33 824 36 15

Ste web: [www.ansd.sn](http://www.ansd.sn) ; Email: [statsenegal@ansd.sn](mailto:statsenegal@ansd.sn)

**Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers**

**Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda  
Quartier Liberté Est-Tambacounda**

**Tel : 33 981 11 82**

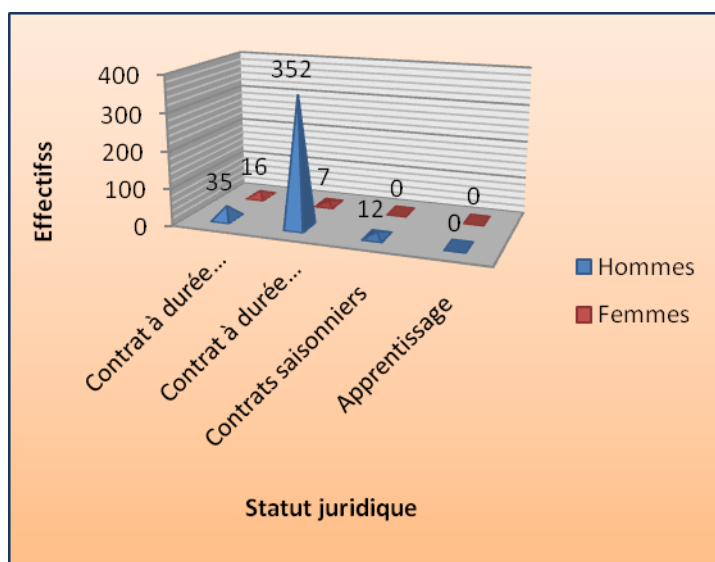
## CHAPITRE XIII - - EMPLOI

### INTRODUCTION

L'emploi constitue l'une des préoccupations majeures du Gouvernement. La population étant à majorité jeune, la demande pour accéder à un emploi est de plus en plus forte alors que l'Etat et le secteur privé ne recrutent qu'un nombre très limité de jeunes. Pour résoudre le problème du chômage des jeunes, l'Etat compte innover en mettant à la disposition de certains secteurs pourvoyeurs d'emploi des moyens adéquats.

### XIII.1 REPARTITION DES CONTRATS DE TRAVAIL SELON LA NATURE ET LE SEXE EN 2012

Figure : Répartition des contrats de travail selon la nature et le sexe en 2012



En 2012, les contrats de travail qui avaient été délivrés se chiffraient à 422, parmi ceux-ci, 359 contrats soit 85,07% étaient des contrats à durée déterminée. Les contrats à durée indéterminée représentaient 12,09%, alors que les contrats saisonniers ne représentaient que 2,84% de l'ensemble des contrats délivrés.

Tableau 1 : Répartition des contrats de travail selon la nature et le sexe en 2012

Statut juridique	Hommes	Femmes	Total	%
Contrat à durée indéterminée	35	16	51	12,09
Contrat à durée déterminée	352	07	359	85,07
Contrats saisonniers	12	00	12	2,84
Apprentissage	00	00	00	-
<b>Total</b>	<b>399</b>	<b>23</b>	<b>422</b>	<b>100</b>

Source : IRTSS de Tambacounda

### XIII.2 TABLISSEMENTS OUVERTS SELON L'ACTIVITE EN 2012

Les données du tableau indiquent qu'au total, on a dénombré 24 établissements ouverts pour exercer diverses activités. Le BTP, le commerce, la boulangerie, les hôtels, bars et restaurants constituent les principales activités exercées dans les établissements ouverts.

Tableau 2 : Etablissements ouverts selon l'activité en 2012

Activités	Nombre	%
BTP	10	41,67
Commerce	08	33,33
Boulangeries	02	8,33
Hôtels, Bars, Restaurants	04	16,67
Gens de maisons	00	-
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>100</b>

Source : IRTSS de Tambacounda

### XIII.3 ETABLISSEMENTS OUVERTS SELON LE STATUT JURIDIQUE EN 2012

En 2012, on a dénombré **24** établissements ouverts selon le statut juridique. Les particuliers représentent 75% des établissements ouverts, tandis que les GIE, les ONG et les sociétés représentent pour leur part 16,67%. Les Sociétés Anonymes (SA) qui sont au nombre de 2, représentent 8,33% des établissements ouverts.

Tableau 3 : Etablissements ouverts selon le statut juridique en 2012

Statut juridique	Nombre	%
Particuliers	18	75
SA	02	8,33
SARL	00	-
GIE – ONG - STE	04	16,67
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>100</b>

Source : IRTSS de Tambacounda

### XIII.4 ETABLISSEMENTS FERMES SELON L'ACTIVITE PRINCIPALE EN 2012

Parmi les établissements exerçant dans le BTP, le Commerce et les Hôtels, Bars, Restaurants, on a dénombré 11 qui ont été fermés en 2012. Le secteur du commerce, soit 45,46% des établissements fermés a été le plus affecté par cette cessation d'activités.

Tableau 4 : Etablissements fermés selon l'activité principale en 2012

Activités	Nombre	%
BTP	03	27,27
Commerce	05	45,46
Hôtels, Bars, Restaurants	03	27,27
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>100</b>

Source : IRTSS de Tambacounda

### XIII.5 ETABLISSEMENT FERMES SELON LE STATUT JURIDIQUE EN 2012

Les établissements qui étaient dirigés par des particuliers représentent 81,82% des établissements fermés en 2012. Les chiffres du tableau indiquent que 18,18% des établissements fermés sont des ONG, des GIE et des Sociétés.

Tableau 5 : Etablissements fermés selon le statut juridique en 2012

Statut juridique	Nombre	%
Particuliers	09	81,82
SARL	00	
GIE – ONG - STE	02	18,18
Total	11	100

Source : IRTSS de Tambacounda

### XIII.6 REPARTITION DES CONFLITS DU TRAVAIL ET DES CONCILIATIONS EN 2012

Les conflits et les conciliations sont des faits courants au sein des établissements. Les conflits peuvent être individuels ou collectifs, ils peuvent ou non être réglés par des conciliations dans l'établissement qui constitue leur lieu de travail. Selon le tableau, 13 conflits ont été enregistrés en 2012.

Tableau 6 : Répartition des conflits du travail et des conciliations en 2012

Nature	Conciliation	Conciliation partielle	Non conciliation	Total
conflits individuels	07	00	04	11
conflits collectifs	00	00	02	02
Total	07	00	06	13

Source : IRTSS de Tambacounda

## CONCLUSION

Les autorités de l'Etat comptent investir davantage dans des secteurs tels que l'agriculture, pour trouver une solution au problème de l'emploi des jeunes. La région de Tambacounda qui dispose de vastes terres pourrait être suffisamment mise à profit pour aider les jeunes qui le désirent à trouver un emploi, si les moyens d'accompagnement suivent. Aussi, le secteur informel qui est très développé dans la région pourrait également absorber plusieurs demandeurs d'emploi si l'Etat facilite l'accès au matériel aux jeunes. L'émigration clandestine et la recrudescence de la criminalité sont les conséquences du déficit d'emploi des jeunes.